

**Unité départementale de Moselle**  
4, rue François de Guise - CS 50551  
57009 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80  
[ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

Metz, le 3 octobre 2023

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27 juillet 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SCHOTT VTF**

43, rue de la libération  
57870 Troisfontaines

Références : TROISFONTAINES\_SCHOTT-VTF\_2023-10-03\_RAPVI\_MTE\_25319  
Code AIOT : 0006201969

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27 juillet 2023 dans l'établissement Schott VTF implanté 43, rue de la libération 57870 Troisfontaines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le retour d'expérience de l'accidentologie présente au regard de ces dernières années une augmentation importante des événements liés au phénomène d'incendie dans les installations classées. Les fortes chaleurs, qu'elles soient caniculaires ou supérieures aux températures observées à la même période, sont à l'origine de nombreux événements industriels, qu'elles en soient la cause ou un facteur aggravant. C'est ainsi qu'une action collective à l'échelle de la région Grand Est : prévention des incendies a été lancée en juin 2023 par la DREAL Grand Est. Cette visite s'inscrit dans le cadre de cette action.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Schott VTF
- 43, rue de la libération 57870 Troisfontaines
- code AIOT : 0006201969
- régime : autorisation
- statut Seveso : non Seveso
- IED : non

La société Schott VTF exploite des installations de transformation du verre sur la commune de Troisfontaines.

Elle est autorisée à exploiter ses installations par arrêté préfectoral d'autorisation n° 2001-AG/2-311 du 18 septembre 2001. L'établissement est notamment soumis à la rubrique 1530 - Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, sous le régime de la déclaration. La visite

d'inspection contrôle certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 30 septembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en complément des prescriptions prises par l'arrêté préfectoral sus-mentionné.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- moyens de lutte contre l'incendie ;
- rétention des eaux d'extinction incendie ;
- entretien des espaces.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Moyens de lutte contre l'incendie : extincteurs	arrêté ministériel du 30/09/2008, Annexe I, article 7 arrêté préfectoral du 18/09/2001, article 28.4	/	sans objet
2	Rétention des eaux incendie	arrêté ministériel du 30/09/2008, Annexe I, article 6.2	/	sans objet
3	Entretien des espaces	arrêté ministériel du 30/09/2008, Annexe I, article 5.2	/	sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie : poteau d'incendie + plan d'intervention	arrêté préfectoral du 18/09/2001, article 23	/	sans objet
5	Formation du personnel	arrêté préfectoral du 18/09/2001, article 24	/	sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Lors de la visite d'inspection du 27 juillet 2023, aucune non-conformité n'a été constatée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie : extincteurs et RIA

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté ministériel du 30/09/2008, Annexe I, article 7 partiel ; arrêté préfectoral du 18/09/2001, article 28.4 partiel
<b>Thème(s) :</b> risques accidentels, extincteurs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Annexe I, article 7 de l'arrêté ministériel du 30 septembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :</u> Le stockage est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - [...] ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur du dépôt lorsqu'il est couvert, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; [...]  <u>Article 28.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2001-AG/2-311 du 18 septembre 2001 :</u> a) Les moyens de secours et de lutte contre l'incendie sont conformes aux normes en vigueur ; ils comportent les moyens de lutte contre l'incendie suivants : - [...] ; - des robinets d'incendie armés, répartis dans le bâtiment en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues ; [...]
<b>Constats :</b> La vérification annuelle des extincteurs a été réalisée le 1 <sup>er</sup> décembre 2022. L'exploitant a présenté le procès verbal d'intervention n° 24372 correspondant.  Par sondage, la présence des extincteurs n° 19 et 20 à eau (atelier de contenant du verre + papier + métal), n° 24 à CO <sub>2</sub> (à proximité d'une armoire électrique) a été contrôlée par l'inspection. Ils sont situés à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.  L'installation dispose de 32 robinets d'incendie armés (RIA). L'exploitant a présenté le procès verbal d'intervention n° 24372 suite à la vérification annuelle des RIA par une société spécialisée le 1 <sup>er</sup> décembre 2022. Celui-ci indique que quatre RIA de l'installation nécessitent des travaux. L'exploitant a présenté un bon de commande des travaux en semaine 32, lors de la semaine de fermeture de l'usine.
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

### N° 2 : Rétentions des eaux incendies

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté ministériel du 30/09/2008, Annexe I, article 6.2 partiel
<b>Thème(s) :</b> risques accidentels, rétention et isolement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement externe au dépôt, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique.[...]

<b>Constats :</b> L'exploitant déclare qu'il ne stocke pas de matières dangereuses. Par conséquent, c'est le système de rétention interne qui a été choisi et c'est la surface interne de l'atelier d'expédition qui fait office de rétention des eaux d'extinction d'incendie sur une hauteur de 11 centimètres. Ce choix est motivé par le fait que cet atelier est le point le plus bas de l'usine. La procédure SO.SEC 07 de gestion a été présentée par l'exploitant et mise à jour le 15 novembre 2022. Elle décrit la démarche à suivre sur un logigramme en cas d'incendie ou de déversement accidentel de liquide.
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

### N° 3 : Entretien des espaces

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté ministériel du 30/09/2008, Annexe I, article 5.2
<b>Thème(s) :</b> risques accidentels, propreté de l'installation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les surfaces à proximité du stockage sont maintenues propres et régulièrement nettoyées, notamment de manière à éviter les amas de poussières et de papiers qui se seraient séparés des lots. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques. Toutes précautions sont prises pour éviter les risques d'envol.
<b>Constats :</b> Aucune anomalie augmentant le risque incendie aux abords du site ou à l'intérieur du site n'a été constatée lors de la visite (amas de poussières, papiers ou végétation). La société Schott VTF a contractualisé avec le centre d'aide par le travail (CAT) qui emploie des personnes pour l'entretien du site, notamment l'engazonnement et la tonte du gazon. Le bon de commande n° 4503630934 / 15.05.2023 / JLB pour le fauchage et le nettoyage des abords de l'usine, et le contrat d'entretien des espaces verts ont été transmis par courriel du 2 août 2023 à l'inspection des installations classées. Les abords intérieurs du site et les ateliers de production sont bien entretenus et n'appellent pas d'observations.
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

### N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie : poteau d'incendie + plan d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté préfectoral du 18/09/2001, article 23 partiel
<b>Thème(s) :</b> risques accidentels, poteau d'incendie (PI)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant définit dans le plan d'intervention les moyens de lutte contre l'incendie nécessaires pour combattre un sinistre et notamment ceux décrits dans l'étude de dangers. [...]
23.1 - A cet effet, l'exploitant disposera au minimum des moyens suivants : - trois accès d'aspiration sur la Bièvre seront prévus pour les véhicules incendies, ils devront être stabilisés et accessibles en toutes circonstances et la surface minimale de chaque aire sera de 32 m <sup>2</sup> (8m * 4m) ; [...]
- un dispositif de barrage sur la Bièvre sera présent sur la partie tronçon Bièvre ; [...]
- le réseau de poteaux incendie doit comprendre quelques éléments de diamètre 100 mm disposés de telle sorte qu'il soit toujours possible d'en utiliser au moins un[...].
<b>Constats :</b>

Le plan d'intervention présenté par l'exploitant répertorie les moyens de lutte contre l'incendie suivants : extincteurs, RIA, poteaux d'incendie et accès d'aspiration sur la Bièvre. Le plan d'intervention pour les pompiers est affiché sur le site et est tenu à la disposition des services de secours.

Six poteaux incendie situés sur le domaine public à proximité de l'établissement sont répertoriés sur le plan des établissements répertoriés (ou plan Étare). Ces poteaux ne sont pas sous la responsabilité de l'exploitant. Cependant l'exploitant doit s'assurer auprès du gestionnaire du réseau d'eau de la ville de Troisfontaines du bon état de fonctionnement et de la suffisance du volume d'eau contribuant au volume d'eau requis pour Schott VTF.

Lors de la visite, l'exploitant n'a pas pu fournir à l'inspection des installations classées les justificatifs de suivi des poteaux d'incendie. Par courriel du 10 août 2023, l'exploitant a transmis les six fiches technique des six poteaux d'incendie délivrées par le service des eaux de la commune de WINTERSBOURG dont voici un extrait :

- PI n° 37 : DN\* 100, Débit à 1 bar = 88,50 m<sup>3</sup>/h (conforme d'après le dernier contrôle du SDIS le 20/07/2020).
- PI n° 38 : DN\* 100, Débit à 1 bar = 62,30 m<sup>3</sup>/h (conforme d'après le dernier contrôle du SDIS le 20/07/2020).
- PI n° 39 : DN\* 100, Débit à 1 bar = 42,50 m<sup>3</sup>/h (non conforme d'après le dernier contrôle du SDIS le 20/07/2020).
- PI n° 40 : DN\* 100, Débit à 1 bar = 56,10 m<sup>3</sup>/h (non conforme d'après le dernier contrôle du SDIS le 20/07/2020).
- PI n° 51 : DN\* 80, Débit à 1 bar = 19,40 m<sup>3</sup>/h (non conforme d'après le dernier contrôle du SDIS le 20/07/2020).
- PI n° 52 : DN\* 100, Débit à 1 bar = 138 m<sup>3</sup>/h (conforme d'après le dernier contrôle du SDIS le 20/07/2020).

\* : diamètre nominal

Au moins 3 poteaux incendie situés à proximité de l'installation sont en état de fonctionnement.

Par ailleurs, un des trois accès d'aspiration sur la Bièvre (celui du milieu) a été contrôlé par sondage par l'inspection des installations classées. La surface de cette aire est d'environ 32 m<sup>2</sup> et le sol est renforcé par du gravier pour augmenter la portance en cas de déploiement des véhicules de secours de grand gabarit.

Par ailleurs, l'inspection a contrôlé la présence du barrage sur la rivière Bièvre pour bloquer une certaine quantité d'eau et l'aspirer par pompage en cas d'incendie.

**Type de suites proposées :** sans suite

**Observations :**

Une couverture d'extinction automatique par sprinkler vient d'être mise en place dans l'usine, mais elle n'a pas fait l'objet de la visite. Le dossier relatif au sprinkler fera l'objet d'un envoi ultérieur à l'inspection des installations classées.

**Proposition de suites :** sans objet

## N° 5 : Formation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté préfectoral du 18 septembre 2001, article 24 partiel
<b>Thème(s) :</b> risques accidentels, formation du personnel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant veillera à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel.  [...] Une formation spécifique, adaptée aux produits et installations, est assurée pour le personnel dit "de première intervention" dont la mission est d'intervenir efficacement sur tout sinistre en attendant l'arrivée des secours extérieurs.</p>
<p><b>Constats :</b>  La formation du personnel sur le risque incendie est réalisée comme suit :  - toute nouvelle personne dans l'entreprise reçoit une demi journée de formation sur la sécurité ;  - au jour de la visite, 80 personnes sur 350 ont reçu une formation à la manipulation des extincteurs d'une durée d'environ 2h, effectuée par une société spécialisée, qui amène un camion semi-remorque équipé pour faire pratiquer les participants.</p> <p>La dernière formation sécurité incendie a été réalisée le 11 février 2020. Le registre de formation signé par une société spécialisée a été présenté à l'inspection ainsi que celui du 14 janvier 2020.</p> <p>La prochaine formation prévue dans l'unité mobile (premier témoin incendie) est prévue le 16 novembre 2023 (bon de commande de formation présenté à l'inspection). Il est prévu que 72 personnes soient formées.</p> <p>L'exploitant indique prendre les dispositions nécessaires pour qu'il n'y ait pas d'équipes (que ce soit en 3*8 ou 9*8 c'est à dire en pleine charge) constituées de personnes non formées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet